

Région du nord-ouest (Severozapaden) 20 KM



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne (UE) nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrirez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage, entamé depuis le point culminant qu'est le mont Blanc (LLB du 13 septembre), vous emmène aujourd'hui dans la région la plus pauvre de l'Union, celle de Severozapaden, en Bulgarie. Samedi prochain, nous nous envolons vers le grand Nord et la Laponie finlandaise.

Les rochers de Belogradchik, sublime anomalie géologique, sont considérés comme l'un des "dix miracles de la Bulgarie", mais encore méconnus hors du pays.

Le port de Vidin, délabré, attend des jours meilleurs au bord du Danube.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et le premier volet de notre série.

Severo zapaden, la région oubliée



► La province du nord-ouest de la Bulgarie est la région la plus pauvre de l'Union.

► De tout temps négligée par Sofia, elle tente de redresser la tête, tant bien que mal.

Reportage **Olivier le Bussy**
Envoyé spécial au Severozapaden

N e serait la ville en contrebas, on se croirait à l'origine du monde. Une fois passée la porte de la forteresse (romaine, byzantine, puis bulgare) qui garde le site, et parvenu devant l'un des points de vue qu'offrent les rochers de Belogradchik, on se retrouve avec le vent pour seule compagnie. En vision panoramique se dévoilent la chaîne du Grand Balkan, les forêts, les plaines infinies. Sur 90 km², la nature a sculpté ces anciens fonds marins pendant 230 millions d'années, façonnant mille curiosités géologiques. Qui laisse voyager son imagination verra dans ces pierres un

lapin, un lion, le baiser d'Adam et Eve, une écolière pressée ou la silhouette d'Haidut Velko, le légendaire héros de l'histoire bulgare.

D'une époustouflante majesté, ce trésor reste pourtant relativement méconnu, hors de Bulgarie. Il faut dire que n'arrive à Belogradchik que celui qui le veut vraiment. Cette cité de la province du Severozapaden ("Nord-Ouest", en bulgare), coupée du reste du pays par le Grand Balkan, n'est accessible à partir de la capitale Sofia qu'au prix d'un périple de trois heures, sur des voies mitées et cabossées, traversant les montagnes et des villages oubliés où des vieilles dames sans âge vendent des yaourts, des légumes et des fruits au bord des routes.

"En 2009 et 2010, nous avons accueilli 520 000 visiteurs", se flatte néanmoins Emil Tsankov, le maire de Belogradchik. "Nous espérons avoir plus de touristes occidentaux, j'espère d'ailleurs que notre jumelage avec la ville de Jodoigne nous amènera beaucoup de Belges, mais aussi des investisseurs", poursuit le maire de la ville de 6 000 habitants. "Mais pour cela, il faut que nous développions nos capacités d'accueil: nous n'avons pas assez d'hôtels, de restaurants, de personnel. Et, de son

côté, l'Etat doit développer les infrastructures routières et relier la ville à l'autoroute E79" qui court de la Hongrie à la Grèce.

Car même si Sofia a désormais décidé de corriger le tir, et de mettre en place une stratégie de développement du Nord-Ouest, la province – bordée à l'ouest par la Serbie et au nord par le Danube qui marque la frontière avec la Roumanie – a toujours souffert de son isolement. Le Severozapaden détient d'ailleurs le triste privilège d'avoir été recensé par l'Office européen de statistiques Eurostat comme la région la plus pauvre de l'Union européenne. En 2008, son Produit intérieur brut ne représentait que 28 % du PIB moyen de l'Union, alors que celui de la plus riche,

"La crise financière a brisé l'élan né de l'adhésion à l'Union."
Emil Tsankov, maire de Belogradchik

Inner London, atteignait les... 343 %.

A Belogradchik, le taux de chômage caracole à 28%. "En tant que maire, je ne peux nier qu'il règne un certain scepticisme de la population quant aux conséquences de l'adhésion à l'UE, le 1^{er} janvier 2007, confesse Emil Tsankov. Le malheur est que la crise financière a éclaté quasi simultanément. De plus, l'administration bulgare se réforme trop lentement, ce qui a occasionné du retard dans l'utilisation des fonds européens. Mais, en tant que citoyen, je maintiens que notre place est dans l'Union, et nulle part ailleurs."

Les principaux employeurs de Belogradchik sont la mine de charbon de l'entreprise Recoal, dirigée par le Belge Philippe Wautelet, l'usine de fabrication de matériel ferroviaire, l'usine textile et la production de vin. Originaire de Plovdiv, dans le Sud, Adriana Srebrinova s'est installée dans la région "dont la terre est semblable à celle de l'Alsace", il y a dix ans. Elle y a développé son entreprise grâce au fonds européen Sapard, qui lui a octroyé 460 000 euros.

Propriétaire d'une dizaine d'hectares de vignobles, elle se félicite d'avoir "replacé la Bulgarie sur la carte mondiale des vins. Les communistes ne pensaient qu'en

termes de planning, pour satisfaire la demande soviétique. Nous, nous voulons faire des vins dont les gens d'ici soient fiers". Aussi privilégie-t-elle la qualité à la quantité. La production n'excède pas 50 000 bouteilles par an, mais les cuvées Maxima, Borovitz et le "champagne" qui fermente dans la grotte de Magura, à 30 km de la ville, se vendent dans les boutiques de Londres, Chicago ou Dubaï. "C'est ce vin qui a été servi par le Président au roi Albert II lors de sa visite en 2008", précise Adriana, en débouchant une bouteille de Maxima réserve.

Reste que cette *success story* fait figure d'exception. Un passage par Vidin, 50 km plus au nord, donne une idée plus claire de la dégradation économique du Nord-Ouest. Dans cette ville de 45 000 habitants, chef-lieu du Severozapaden, les façades sont défraîchies et les pesants édifices communistes ont subi les outrages du temps. Au bord du Danube, le port, loin d'être une fourmillière lo-

Suite en page 16



Toni Iotov (au centre) est revenu à Kiraeivo, son village natal, quand la mine a été ouverte : "On est mieux ici que dans les villes".



Toujours en construction, ce gigantesque pont doit relier les rives bulgare et roumaine du Danube, et favoriser la coopération transfrontalière entre les deux pays.

Suite des pages 14-15

gistique, ne voit quasiment passer que des navires de croisière. Employant, jadis, plus de 15 000 des 100 000 personnes de la région, les usines chimiques, de fabrication de pompes à eau, de textile et d'outillage marquent le pas. Le taux de chômage s'élève à 10% et le salaire moyen plafonne dans une fourchette de 250 à 400 levs (entre environ 125 et 200 euros). Aussi, "la jeunesse fuit" vers d'autres régions, l'Espagne ou l'Italie, "et ne restent que des gens peu qualifiés", regrette Plamen Stefanov, gouverneur de la région de Vidin. Qui constate: "Le Nord-Ouest a toujours été délaissé. Toutes les autoroutes ont été construites dans le Sud et le développement du port reste à l'état de projet."

Rumen Vidov, maire de Vidin, précise: "Les entreprises locales ont pâti de l'ouverture des marchés", une fois tournée la page communiste. "Ces usines ne sont plus compétitives. A la chambre de commerce (dont il est président), on martèle aux entrepreneurs que, pour être présents et concurrentiels sur le marché, il faut augmenter les conditions de production. Mais pour se moderniser, il faut des capitaux et la crise nous en a privé."

"La guerre en Serbie a également handicapé notre économie", poursuit Rumen Vidov, calant une énième cigarette sous sa copieuse moustache. "Mais Vidin recèle du potentiel. La ville se trouve au carrefour de couloirs de transports et à proximité de la Roumanie et de la Serbie, avec lesquelles nous pouvons tisser des projets transfrontaliers." Tel cet immense pont, dont la construction a été confiée en 2007 à des Espagnols, et qui reliera les rives

bulgare et roumaine en enjambant le Danube.

Pour rattraper son retard économique sur le reste de l'Union, la Bulgarie a bénéficié d'importants fonds de préadhésion, puis de cohésion. Las, l'impréparation de l'administration l'a empêchée d'en faire le meilleur usage. "La capacité d'absorber ces fonds dépend de celle de présenter les bons projets. L'obligation de cofinancement (bulgare) rend aussi les choses plus difficiles", juge M. Stefanov.

Plus grave, la Commission européenne a décidé en 2008 de suspendre 800 millions d'euros destinés à la Bulgarie - une première européenne - pour sanctionner les détournements de fonds et la corruption galopante. Faute d'avoir été utilisés dans les délais, à la suite de cette suspension, 220 millions ont été perdus. "C'était légitime", reconnaît le gouverneur. "Mais le nouveau gouvernement (de centre-droit de Boiko Borissov, Ndlr) met tout en œuvre pour limiter au maximum les possibilités de détournement." Et de conclure: "Le développement de la région est lié à la réalisation des objectifs de la stratégie économique européenne EU2020. Il faut être concret et mener des actions sociales pour que la population reste ici."

Nikolai Syrov, qui exploite avec Philippe Wautelet une mine à Kiraeivo, à un jet de pierre de la Serbie, est dubitatif: "Les régions serbe et roumaine voisines sont aussi très pauvres, aucune ne tire les autres. Les gens survivent au jour le jour, mais ne veulent pas travailler. C'est l'héritage du communisme, mais aussi de la guerre en Serbie: ils préféreraient faire de la contrebande de carburant." A Kiraeivo, Toni Iotov, confirme, avec un sourire malicieux: "Cigarettes, alcool, carburant, on vendait de tout aux Serbes."

Après avoir longtemps travaillé dans

la ville minière de Pernik, au sud-ouest de Sofia, il est retourné dans son village, quand la mine s'est ouverte. Kiraeivo, ou le bout du bout du monde: 200 habitants, 80% de pensionnés, une mine, deux magasins. "Ici les gens sont plus heureux que dans les villes", soutient Toni. "Il n'y a rien, mais tout le monde cultive son potager, élève des animaux. Mais cela va moins bien depuis la fin du communisme. A l'époque, l'Etat finançait l'installation des gens dans les régions frontalières. Venaient ici plein de citadins, il y avait des médecins gratuits dans chaque village, une école de 400 enfants, 20 bus par jour pour Vidin. Maintenant, pour aller se faire soigner, il faut une voiture."

Si Vidin est le chef-lieu du Severozapaden, c'est Pleven, située à 250km au Sud-Est qui en est la ville la plus importante. Aller de l'une à l'autre relève du parcours du combattant. Tout au long du trajet, il faut multiplier les zigzags pour éviter des nids de poule hors catégorie. En Bulgarie, on prétend d'ailleurs qu'on reconnaît un conducteur ivre au fait qu'il est le seul à rouler droit.

Pleven et ses 100 000 habitants ne font partie du Severozapaden que depuis trois ans. La ville industrielle a été "transférée" de la province du Nord-Centre pour rétablir l'équilibre démographique

entre régions, "et parce qu'elle était censée renforcer le Severozapaden du point de vue économique", explique Julia Todorova Yordanova, présidente de l'association Znanie ("savoir", en bulgare), active dans l'éducation et la formation. Znanie a mené en 2009 un projet de scolarisation de 200 enfants roms, financé par des fonds européens et pour lequel elle a d'ailleurs reçu un prix de l'UE, affiché au-dessus de son bureau. "Pour combattre l'illettrisme chez les Roms, il faut commencer très tôt. Au départ, ni les Bulgares ni les Roms ne voulaient que leurs enfants se mélangent. Mais les enfants ont adoré."

A Pleven, le taux de chômage tourne autour de 8,5%. "Mais dans certaines communes, comme Iska, il grimpe à 40%", souligne Julia Todorova. "Grâce à des programmes de développement des ressources humaines, les communes forment des chômeurs qui travaillent pour elles pendant un an, ce qui diminue le chômage." Znanie soutient ce type de projets. Mais M^{me} Todorova déplore que l'accès aux fonds européens soit malaisé pour les ONG. "Sur base du programme (de préadhésion) Phare, on percevait 80% de la valeur du projet à la signature. Les paiements et les remboursements étaient plus rapides. Mais avec les programmes actuels, le pourcentage de l'acompte est à 20% et le délai pour l'acceptation des rapports plus court. La Bulgarie a créé un fonds de cofinancement, mais seules les communes peuvent en profiter. Pour les ONG, c'est un problème, parce qu'il leur est impossible d'emprunter auprès des banques. On attribue des fonds à des gens qui n'en n'ont pas toujours besoin. Et ça, c'est la faute des organes nationaux, pas de l'Europe."

"La région a toujours été délaissée: toutes les autoroutes ont été construites dans le Sud."

Plamen Stefanov, gouverneur de Vidin

■ France

Débat confus – fumeux – autour du cannabis

► Le PS plus désordonné et divisé que jamais sur le sujet. Un grand classique de ses campagnes présidentielles.

Bernard Delattre
Correspondant permanent à Paris

Côté socialiste, le débat sur les drogues dites douces s'invite dans la campagne de 2012, non sans désordre et confusion. C'est un grand classique, s'agissant de ce parti. En 2002, par exemple, Lionel Jospin ne s'était pas peu emmêlé les pincesaux sur la question. Ainsi, il s'était opposé à toute libéralisation - "un mauvais signal, permissif", envoyé aux jeunes -, mais avait prôné une moindre pénalisation de la détention à usage personnel. Il avait jugé "moins dangereux de fumer un joint chez soi que de boire avant de se mettre au volant", avant de se corriger et de dire préférer tout de même l'alcool à domicile.

Neuf ans plus tard, jeudi soir à la télé, Martine Aubry a dit non à la libéralisation du cannabis, mais oui à sa dépénalisation. Une option qu'elle avait pourtant, pas plus tard qu'à la mi-juin, catégoriquement rejetée. Parmi les présidentiables, Jean-Michel Baylet, leader du (petit) Parti radical de gauche, veut la libéralisation, alors que Ségolène Royal, Arnaud Montebourg, Manuel Valls et, moins clairement, François Hollande, refusent tout assouplissement.

Consommé par 3,9 millions de Français - dont 1,2 million de consommateurs réguliers et 550 000 usagers quotidiens -, le cannabis a déjà été expérimenté par 42% des jeunes de 17 ans. Malgré cet usage donc assez répandu, une majorité de Français, selon les sondages, restent opposés à toute dépénalisation.

Dans la classe politique, les partisans traditionnels d'une libéralisation se retrouvent chez les Verts, le Parti communiste, les radicaux de gauche et une partie de l'extrême gauche. Les opposants sont au centre, à l'extrême droite et à droite, Nicolas Sarkozy y voyant une dangereuse "banalisation" et récusant jusqu'à la notion de drogues dites douces.

Cela n'exclut pas quelques voix discordantes, à droite. Ainsi, le libéral Alain Madelin et le gaulliste historique Charles Pasqua appelèrent jadis, en vain, à constater "l'échec du tout répressif" en matière de drogues, à "sortir de la politique de l'autruche", et à "oser le débat". Côté socialiste aussi, avant le ralliement de Martine Aubry, seules quelques voix isolées prônaient le changement. Le médecin et ex-ministre Bernard Kouchner, par exemple. Ou le socialiste parisien Da-



Jeudi soir, Martine Aubry a dit oui à la dépénalisation du cannabis, une idée qu'elle avait... rejetée à la mi-juin.

niel Vaillant. Qui, ministre de l'Intérieur de Lionel Jospin, châtia les "rave parties", vues comme des nids à drogués, mais qui, à présent, prône l'encadrement et le contrôle étatiques de la production et de la distribution du cannabis.

En matière de drogues, d'analogues attermoissements peuvent être notés à droite.

Ainsi, ces dernières années, la vieille loi (1970) sur les stupéfiants - qui punit de prison et d'amende y compris l'usage de cannabis - a été assortie d'une gamme plus diverse de sanctions: stages obligatoires, injonction de soins, etc. Mais, dans les faits, la ligne dure reste de mise. Cela va jusqu'aux velléités de classer comme stupéfiant le médicament Subutex (principal produit de substitution utilisé en France) et jusqu'à sanctionner y compris l'usage thérapeutique du cannabis par des malades atteints de pathologies graves.

En ce qui concerne l'expérimentation de salles de consommation à moindre risque pour usagers de drogues injectables, l'ex-ministre de la Santé Roselyne Bachelot et des villes gérées par la droite (Marseille ou Bordeaux) se disaient intéressées. Mais, à Matignon, François Fillon y a mis son veto. En 1987 déjà, c'était une ministre de la Santé de droite (Michèle Barzach) qui, la première, autorisa la vente libre de seringues et lança la politique de réduction des risques sanitaires (hépatites, VIH, etc.) pour les usagers de drogues injectables. Mais, un quart de siècle plus tard, les seringues sont toujours interdites en prison, pourtant haut lieu notoire de consommation de ces substances.

■ Union européenne

Les frontières Schengen sous contrôle de l'UE

► La Commission européenne propose une approche collective de contrôle aux frontières.

La Commission européenne a proposé, vendredi à Bruxelles, que le rétablissement des contrôles aux frontières nationales ne soit plus du seul ressort des 25 Etats membres de l'espace Schengen. Cette réforme de la zone de libre circulation des personnes répond notamment aux tensions nées entre l'Italie et la France lors de l'arrivée de migrants d'Afrique du Nord, et à l'initiative récente du Danemark qui a réintroduit des contrôles douaniers sous la pression de l'extrême droite. "Pour que l'espace Schengen fonctionne à 25, et à l'initiative de nouveaux défis, il faut passer d'une approche intergouvernementale à un système européen", a affirmé la commissaire Cecilia Malmström.

Si le scénario reçoit l'aval des eurodéputés et des ministres européens, c'est la Commission qui donnera le feu vert au rétablissement de contrôles à une frontière, une fois que les autres Etats membres y auront donné leur accord à la majorité qualifiée. Lors d'un événement "prévisible" (sportif ou un G8), le pays devra faire une demande préalable. En cas d'urgence, comme une attaque terroriste ou un afflux soudain et massif de migrants, il pourra rapidement fermer ses frontières durant 5 jours. Et demandera ensuite une prorogation éventuelle à l'Exécutif.

Le dispositif s'applique aussi aux pays jugés défaillants dans la protection d'une partie de la frontière de l'Union. "C'est un mécanisme qui va renforcer la confiance mutuelle entre Etats membres. Chacun sera sûr que, même si un pays ne remplit pas ses obligations, il n'y aura pas une perturbation de tout le système", a précisé la commissaire.

Cecilia Malmström a répondu d'emblée aux réprobations de Paris, Madrid et Berlin, qui refusent une mainmise de "Bruxelles" sur l'ordre public et la sécurité intérieure de leur pays. "Nous n'levons aucun pouvoir aux Etats membres, il s'agit d'établir une approche collective de la protection de nos intérêts communs et de protéger les 400 millions citoyens de la zone Schengen." Les écologistes européens, eux, craignent davantage une "stigmatisation des migrants", tandis que les conservateurs accueillent avec enthousiasme un projet qui ne laisse pas les Etats seuls face à l'avenir.

St. G.

Melius

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION ET COMMUNICATION

UN AN POUR APPRENDRE, UNE VIE POUR ENTREPRENDRE !

FORMATION EN 1 AN

TRÈS POLYVALENTE, CONCRÈTE ET EFFICACE
100% ORIENTÉE VERS LE MONDE DE L'ENTREPRISE

RENTRÉE ACADEMIQUE
MERCREDI 21 SEPTEMBRE
À 9H30

www.melius.be
 48 rue d'Oultremont
 1040 Bruxelles
 (Mérode)
 02 734 31 49
 info@melius.be